

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 15

**Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les  
producteurs agricoles au cours de périodes critiques**

---

Première lecture.....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. JEAN GARON

Ministre de l'agriculture



---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8



#### NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet vise essentiellement à autoriser des prêts à certains producteurs sérieusement affectés par la discontinuation d'une production désignée due à des causes hors de leur contrôle. Il prévoit que ces prêts auront pour objet de permettre au producteur de défrayer les dépenses inhérentes à la conversion de son exploitation agricole ainsi que les dépenses essentielles reliées à ses frais de subsistance suivant les limites prévues par règlement et durant le temps où sa nouvelle production ne lui permet pas d'y pourvoir.*

*Art. 1. L'article 1 de ce projet modifie la définition de «période critique» afin qu'elle comprenne également la période au cours de laquelle la discontinuation d'une production désignée due à des causes hors du contrôle des producteurs affecte sérieusement un certain nombre d'entre eux.*

*Art. 2. L'article 2 prévoit que les prêts qui peuvent être consentis aux producteurs affectés par la discontinuation visée au paragraphe d de l'article 1 de la loi aient pour objet de leur permettre de défrayer les dépenses inhérentes à la conversion de leur exploitation agricole ainsi que celles reliées à leurs frais de subsistance durant le temps où la nouvelle production dans laquelle ils s'engagent ne permet pas d'y pourvoir.*

*Art. 3. L'article 3 ajoute des pouvoirs de réglementation pour fins de concordance.*

## Projet de loi n° 15

Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 1 de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (1972, c. 39, chapitre 39) est modifié:

a) par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe *d*, du mot «ou» par une virgule;

b) par l'insertion, dans la neuvième ligne du paragraphe *d*, après le mot «producteurs», des mots «ou la période au cours de laquelle la discontinuation d'une production désignée due à des causes hors du contrôle des producteurs affecte sérieusement un certain nombre d'entre eux».

**2.** L'article 3 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant: Id., a. 3, mod.

«Dans le cas de la discontinuation visée au paragraphe *d* de l'article 1 concernant une production désignée, les prêts consentis en vertu de la présente loi ont pour objet de permettre au producteur de défrayer les dépenses inhérentes à la réalisation d'un programme de conversion d'exploitation agricole conforme au règlement ainsi que les dépenses essentielles reliées à ses frais de subsistance suivant les limites prévues au règlement et durant le temps où la nouvelle production dans laquelle il s'engage ne lui permet pas d'y pourvoir.» Objet des prêts.

**3.** L'article 20 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *k* du premier alinéa, par les suivants: 1972, c. 39, a. 20, mod.

«*k*) définir le programme de conversion d'exploitation visé à l'article 3 et en établir les conditions de réalisation;

*Art. 4. L'article 4 prévoit le paiement des dépenses encourues pour l'application de la loi.*

«*l*) fixer, aux fins du deuxième alinéa de l'article 3, les limites des frais de subsistance pour le paiement desquels un prêt peut être consenti;

«*m*) prescrire toute autre mesure qu'il juge appropriée pour la mise à exécution de la présente loi. »

[[**4.** Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi au cours de l'exercice financier 1978/1979 sont payées à même le fonds consolidé du revenu.]]

**5.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

Dépenses  
encourues.

Entrée en  
vigueur.